



Congo (Kinshasa)

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

2 344 860

43 814 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd

Importations européennes
en provenance de...

850 200 000 ECU (1996)

Diamants 62%

Exportations européennes
vers...

371 257 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations

na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

3,15% (1995)

Taux de scolarisation
primaire

76,3% (1995)

secondaire

19,6% (1995)

Taux d'urbanisation

28,7% (1993)

Immense pays équatorial parcouru par de larges fleuves (14 000 km de voies navigables), le Zaïre (redevenu Congo) dispose de ressources énergétiques, minérales et végétales exceptionnelles. Malgré ce très fort potentiel de développement, le pays traverse depuis 1986, une crise profonde marquée par une détérioration constante de la situation économique, financière et sociale due à des facteurs externes (baisse des cours mondiaux) et à des politiques internes inadéquates.

Cette crise a entraîné une chute du P.N.B. par habitant et une hyper-inflation qui a sapé les bases de l'économie formelle.

Les blocages survenus dans le processus de démocratisation lancé en 1990, ont amené l'Union européenne à suspendre ses programmes de coopération avec le pays en janvier 1992, à l'exception de l'aide humanitaire et des actions de réhabilitation.

Depuis lors, l'Union européenne a alloué au Congo 307 millions d'écus au titre d'urgence, de l'aide alimentaire et des cofinancements avec les organisations non-gouvernementales (ONG), et des programmes de réhabilitation, ce qui la place au premier rang des donateurs de la communauté internationale. Cette aide, qui provient à la fois des ressources de Lomé III, de Lomé IV et du budget de l'UE, bénéficie directement aux couches les plus défavorisées de la population ainsi qu'aux populations affectées par les troubles internes. Toutefois, le conflit armé à l'est du pays a entraîné, fin 1996, l'arrêt des actions en cours dans le Kivu.

La coopération avec la république du Congo (Kinshasa) remonte au premier Fonds Européen de Développement (FED) de 1958, et s'est formellement inscrite dans le cadre conventionnel de Yaoundé, puis de Lomé, après l'accession à l'indépendance du pays, en 1960. Le Congo a dans le passé bénéficié de financements significatifs: sur les cinq premiers FED, l'aide programmable s'est élevée à un total de 420 millions d'écus, et a été consacrée aux infrastructures, à l'agriculture, au secteur minier, à l'énergie et à l'éducation. De plus, deux interventions au titre du Sysmin ont représenté plus de 70 millions d'écus.

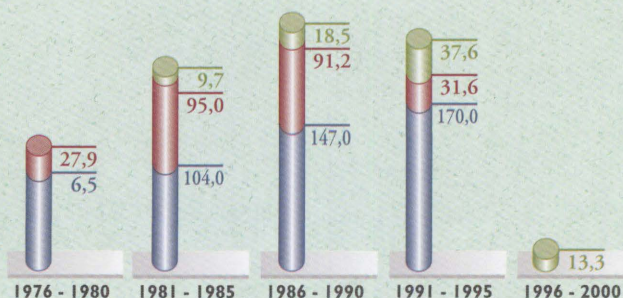
Avec le Programme Indicatif National de Lomé III (166,5 millions d'écus), deux grands programmes de développement rural intégrés et un programme de santé ont été mis en oeuvre, qui font une place importante à la coopération décentralisée (participation directe des collectivités locales, des communautés de base et des ONG aux actions de développement).

Le Programme Indicatif National 7ème FED (170 millions d'écus) n'a pu encore, à ce jour, être signé entre les partenaires en raison de la suspension de la coopération.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)





Congo (R.D/D.R)

C

Economic indicators	
GNP per capita	na/nd
European imports from...	850 200 000 ECU (1996)
Diamonds	62%
European Exports to...	371 257 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	3.15% (1995)
Primary schooling rate	76,3% (1995)
Secondary schooling rate	19,6% (1995)
Urbanisation rate	28.7% (1993)

A huge equatorial country with immense rivers (14,000 km of navigable water), Congo (Kinshasa) has exceptional energy, mineral and plant resources. Despite this very obvious development potential, since 1996, due to both external (lowering of prices) and internal problems (inadequate domestic policies), the country has been experiencing deep crisis with a continuing deterioration of its finances and social well being.

This crisis has led to a fall in per capita GNP and hyper-inflation which has sapped the strength of the formal economy.

The stalemate in the political democratisation process from 1990, caused the European Union to suspend its co-operation programmes with the country in January 1992, apart from humanitarian aid and rehabilitation projects.

Since, the European Union has allocated Congo (Kinshasa) ECU 307 million for emergency aid, food aid and confinancing with Non Governmental Organisations (NGOs) and rehabilitation programmes, currently making the EU the country's foremost international donor. This aid, consisting of funds from both Lomé III and IV and from the EU's budget, directly benefits the most disadvantaged of the population, as well as those affected by the country's domestic instability. However, armed conflict in the East of the country led to the suspension in projects for Kivu at the end of 1996.

The Community's co-operation with Congo goes back to the First European Development Fund and the Yaoundé Convention in 1958. The former Zaire signed the Lomé Convention following its independence in 1960. It has traditionally benefited from significant EDF funds. Over the first five EDFs, the country was allocated ECU 420 million. The project focus was on infrastructure, agriculture, the mining sector, energy and education. ECU 70 million was accorded to two Sysmin projects.

Two major integrated rural development programmes were financed under the Lomé III National Indicative Programme (ECU 166.5 million), as well as a health programme. All these programmes accentuated decentralised co-operation (direct participation of local co-operatives, communities and NGOs).

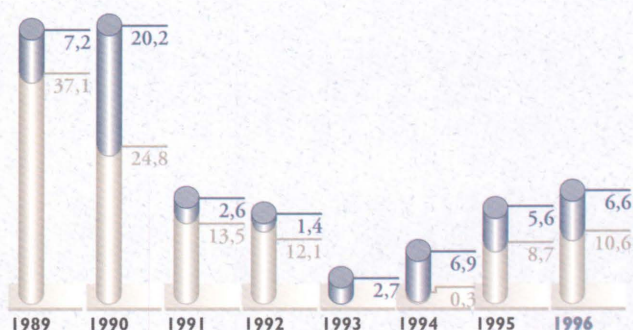
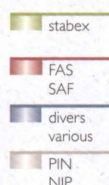
The National Indicative Programme of the 7th EDF (ECU 170 million) has not yet been signed due to the suspension of co-operation.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument



Côte d'Ivoire

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 322 462

14 401 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
510 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...
2 097 450 000 ECU
(1996)

Cacao 36%

Exportations européennes
vers...
1 179 287 000 ECU
(1996)

Service de la dette /
exportations
30,02% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,64% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
69,1% (1995)

secondaire
21,7% (1995)

Taux d'urbanisation
42,32% (1993)

Indépendante depuis 1960, la Côte d'Ivoire a connu une grande stabilité politique en évoluant sans heurts graves vers un régime démocratique. Cette situation a fait de la Côte d'Ivoire un pôle de développement régional important avec un taux de croissance estimé à 7% par an.

La région côtière a assuré la prospérité du pays grâce aux exportations agricoles: cacao (1er producteur mondial), café (parmi les quatre leaders mondiaux), bois, caoutchouc, coton, etc. La crise des produits de base a été durement ressentie par le pays qui connaît encore une situation difficile, avec un endettement massif. Au début des années 90, le gouvernement a lancé une série de réformes macro-économiques importantes afin d'assainir les finances publiques, ainsi que des programmes de restructuration sectorielle en vue de relancer l'économie et la croissance. La Côte d'Ivoire s'est aussi engagée dans une phase active de privatisation. La récente dévaluation du Franc C.F.A. devrait également contribuer à relancer l'économie ivoirienne.

La coopération avec la Côte d'Ivoire est caractérisée par l'importance exceptionnelle des transferts au titre du Stabex, qui dépassent de loin les montants des Programmes Indicatifs Nationaux: ainsi, de Lomé I à IV, plus de 720 millions d'écus ont été alloués au pays, essentiellement pour le café et le cacao, dont 365 millions sous Lomé III et 248 millions sous Lomé IV. Les fonds du Stabex servent à améliorer la rentabilité des filières café et cacao ainsi qu'à diversifier l'agriculture.

Les autres domaines d'activités concernent la santé et le soutien à la politique de décentralisation (renforcement du rôle des communes). L'appui important qui a été également octroyé au pays à partir de 1992 au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (65,4 millions d'écus), a été ciblé dans ces deux secteurs.

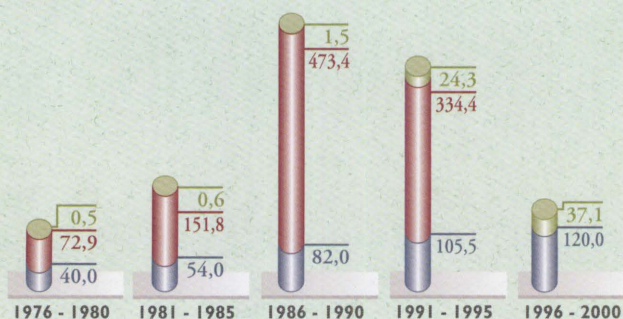
La Côte d'Ivoire a aussi été un des plus importants bénéficiaires des financements de la Banque Européenne d'Investissement. C'est en Côte d'Ivoire qu'a été signé, en 1965, le premier prêt finançant un projet à l'extérieur de l'Union européenne. Depuis cette année-là, les engagements de la Banque ont atteint un montant cumulé de près de 290 millions d'écus. Au titre de Lomé IV 57 millions ont été engagés dont 37 millions pour l'exploitation de gisements de pétrole et gaz.

La Côte d'Ivoire figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production (13,6 millions d'écus déjà engagés). Enfin, près de 8 millions d'écus ont été versés depuis 1991 au titre de l'accord pêche.

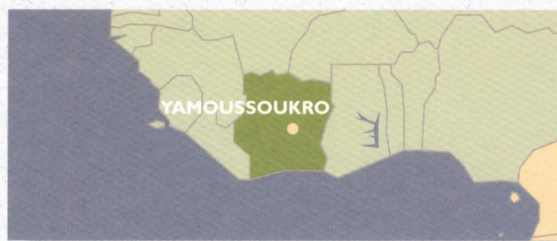
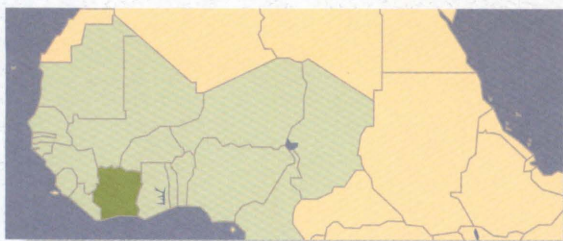
FED + budget EDF

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Côte d'Ivoire

C

Economic indicators	
GNP per capita	510 ECU (1994)
European imports from...	2 097 450 000 ECU (1996)
Cocoa	36%
European Exports to...	1 179 287 000 ECU (1996)
Debt service / exports	30.02% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	3.64% (1995)
Primary schooling rate	69,1% (1995)
Secondary schooling rate	21,7% (1995)
Urbanisation rate	42.32% (1993)

Independent since 1960, Côte d'Ivoire has experienced great political stability and has evolved without serious problems towards a democratic regime. With an estimated growth rate of 7 %, the country has become an important centre for regional development.

The coastal region has made the country prosperous, thanks to agriculture exports; cocoa (of which Côte d'Ivoire is one of the four world leaders), coffee (it ranks among the four leaders in the world), wood, rubber, cotton, etc. The commodity crisis has hit the country hard, and it is still experiencing a difficult situation with massive indebtedness.

At the beginning of 1990s, the Government embarked on major macro-economic reforms; rationalisation of public finances, active privatisation and sectoral restructuring to help relaunch the economy and engender growth. Devaluation of the CFA Franc should also help contribute to economic growth.

Co-operation with Côte d'Ivoire is characterised by the exceptional amount of Stabex transfers which exceed National Indicative Programme resources by far; from Lomé I to IV more than ECU 720 million was allocated to the country, of which ECU 365 million under Lomé III and ECU 248 million under Lomé IV. Stabex funds go to improve the profitability of the coffee and cocoa sectors and to diversify agriculture.

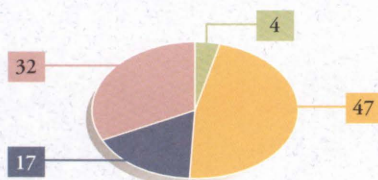
Other areas of activity are health care and backing for a decentralisation policy (strengthening of the role of communes). Significant support from the Structural Adjustment Facility has been allocated to the country since 1992 (ECU 65.4 million) and is targeted at these two sectors.

Côte d'Ivoire has also been one of the greatest beneficiaries of European Investment Bank financing. In 1965, the first ever loan financing a project outside the European Union was signed in Côte d'Ivoire. Since, the Bank's commitments have amounted to a total of nearly ECU 290 million. Under Lomé IV, ECU 57 million has been committed of which ECU 37 million for gas and oil production.

The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 will also benefit the Côte d'Ivoire's banana sector (ECU 13.6 million already committed) in helping in to improve productivity and quality. Lastly, Côte d'Ivoire has benefited from ECU 8 million since 1991 under a fishing agreement with the European Union.

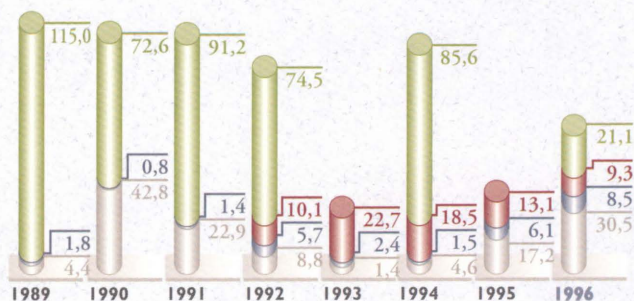
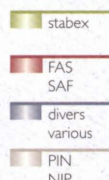
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Djibouti

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 23 200

511 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd

Importations européennes
en provenance de...

20 348 000 ECU (1996)

Hélicoptères 85%

Exportations européennes
vers...

112 507 000 ECU
(1996)

Service de la dette /
exportations

2,72% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

3,02% (1995)

Taux de scolarisation
primaire

44,4% (1995)

secondaire

16,2% (1995)

Taux d'urbanisation

81,96% (1993)

Indépendant depuis 1977, Djibouti est un petit territoire côtier, formé de plateaux et de chaînes basaltiques limités par d'énormes failles. La principale contrainte physique est la quasi-absence de potentiel de développement agricole étant donné l'hostilité de la géographie et du climat désertique et la très faible disponibilité en eau douce. Disposant de ressources naturelles limitées, le pays est fortement dépendant des importations de nourriture et d'autres biens de consommation. L'économie est très ouverte, se caractérisant par la quasi-absence de barrières commerciales et de restrictions aux échanges. Les services et les réexportations fournissent l'essentiel des recettes.

En dépit de l'introduction du multipartisme et de la tenue d'élections législatives en 1992 et présidentielles en 1993, l'image de paix que représentait Djibouti au sein d'une région turbulente a été perturbée fin 1991 par une guerre civile qui a coûté cher au pays aussi bien sur le plan politique, par une profonde division de la population, que sur le plan économique, par le coût direct d'une mobilisation massive de militaires et la perte indirecte d'investissements à un moment très inopportun. Sans avoir pu résoudre l'ensemble des problèmes, la signature d'un accord de paix fin 1994 entre le gouvernement et les rebelles, suivi d'un ensemble d'actions contribuant à une reprise du processus de démocratisation, a permis de pratiquement rétablir la paix civile.

La dégradation de la situation économique de Djibouti a obligé le pays à élaborer un programme de redressement économique. Le gouvernement s'est ainsi engagé dans un programme de stabilisation et de réformes structurelles appuyé par le FMI.

En juillet 1996, la Commission a approuvé le financement d'un programme d'ajustement structurel, pour un montant de 4,1 millions d'écus qui fait partie de l'ensemble des mesures que Djibouti a négocié avec le FMI.

De Lomé IV 7ème FED, le Programme Indicatif National est passé de 2,7 à 22 millions d'écus. Le PIN Lomé IV (7ème FED) se concentre essentiellement sur le développement urbain et rural et le développement des ressources humaines. Les deux axes prioritaires du PIN Lomé IV 8ème FED sont 1) le redressement de la compétitivité de Djibouti par l'amélioration de la chaîne des transports avec les pays avoisinant et 2) l'amélioration des conditions de vie et de santé en milieu urbain et rural, notamment par un meilleur approvisionnement en eau des populations ainsi que par un appui aux secteurs sociaux.

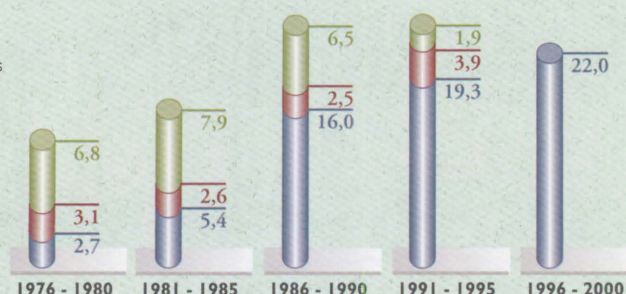
Au titre du premier protocole financier de Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement a accordé un prêt conditionnel sur capitaux à risques de 2,8 millions d'écus pour le financement, dans le cadre d'un projet régional, de l'amélioration des liaisons internationales de télécommunication. Au titre des aides prévues par le second protocole de Lomé IV, la BEI pourrait envisager un montant de 2,5 millions d'écus pour le financement de projets et programmes visant le développement des infrastructures, notamment eau et électricité, et le développement du secteur privé.

Djibouti est membre du COMESA (Common Market for East and Southern Africa) et membre fondateur de l'IGAD (InterGovernmental Authority on Development).

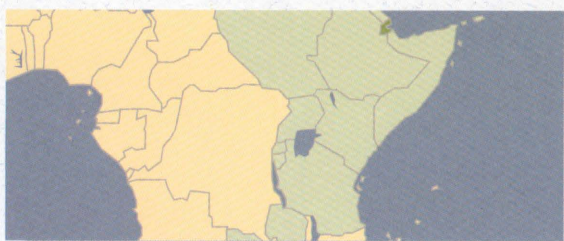
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors



Djibouti

D

Economic indicators	
GNP per capita	na/nd
European imports from...	20 348 000 ECU (1996)
Helicopters	85%
European Exports to...	112 507 000 ECU (1996)
Debt service / exports	2.72% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	3.02% (1995)
Primary schooling rate	44,4% (1995)
Secondary schooling rate	16,2% (1995)
Urbanisation rate	81.96% (1993)

Independent since 1977, Djibouti is a small coastal territory, consisting of plateaus and basaltic mountains with huge faults. The country's principal physical constraint to development is an almost total absence of agricultural potential in view of the nature of the geography and the desert climate, meaning very little water. With limited indigenous resources, Djibouti is very dependent on imports of food and other consumer goods. It has a very open economy with almost no trade barriers or exchange restrictions. The services industry and re-exportation provide the bulk of its receipts.

Despite having introduced a multiparty political system with legislative and presidential elections respectively held in 1992 and 1993, the image of peace portrayed by Djibouti in a turbulent region was perturbed at the end of 1991 with the outbreak of civil war which was costly to the country both politically and economically due to the massive mobilisation of soldiers and the loss of investment. It also resulted in a deep division of the population. Despite not really having resolved their problems, a peace agreement was signed at the end of 1994 between government and rebels. This was followed by several further steps which enabled the process and democratisation to be re-launched and practically installing peace.

The worsening of the economic situation in Djibouti forced the country to draw up an economic restructuring programme. The government signed up to an IMF stabilisation and structural reform programme.

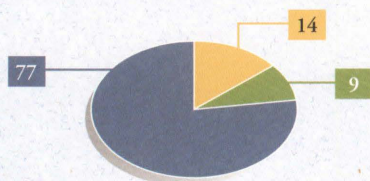
The NIP of the 7th EDF focuses mainly on urban and rural development and development of human resources. The two priorities of the 8th EDF are : 1) recovery of Djibouti's competitive position by improving transport links with neighbouring countries and 2) improvement in the standard of living and health of the urban and rural populations by improved water supply and support to various social sectors.

Under Lomé IV's first financial protocol, the European Investment Bank pledged a conditional risk capital loan to finance a regional project to improve international telecommunications. Under Lomé IV's second financial protocol, the European Investment Bank could put up ECU 2.5 million to finance projects and programmes aimed at developing infrastructure - notably water and electricity and development of the private sector.

Djibouti belongs to COMESA (Common Market for East and Southern Africa) and is a founder-member of IGAD (Inter Governmental Authority on Development).

FED
EDF

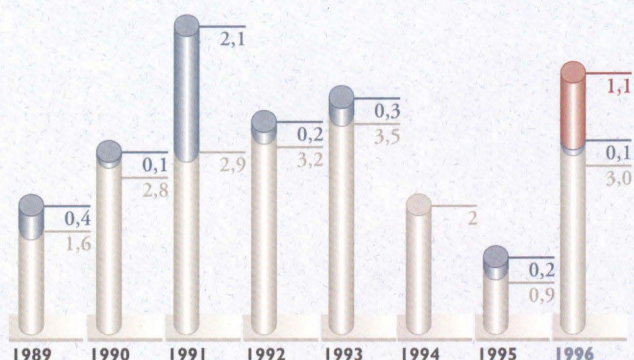
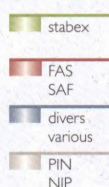
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Dominica

CARAIBES

CARIBBEAN

750

71 000

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
 2 830 ECU (1994)

 Importations européennes
 en provenance de...

25 728 000 ECU (1996)

Bananes 84%

 Exportations européennes
 vers...

21 811 000 ECU (1996)

 Service de la dette /
 exportations

na/nd

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population

0% (1995)

 Taux de scolarisation
 primaire

na/nd

secondaire

na/nd

Taux d'urbanisation

na/nd

Située au nord de la chaîne des Caraïbes (Iles au Vent), la Dominique est devenue indépendante en 1978.

L'économie du pays repose essentiellement sur le secteur prédominant et vital de l'agriculture, la banane. Le gouvernement s'attache à développer ses infrastructures en vue de relancer la croissance économique et de développer l'éco-tourisme dans les années à venir. Les performances économiques de Dominica se sont détériorées ces dernières années traduisant les difficultés structurelles du secteur bananier, ainsi que les conséquences des ouragans. Ainsi après une période de forte croissance dans les années 1986/90, l'expansion économique s'est considérablement dégradée (1991/95) avec une progression du PIB d'environ 2%.

Le secteur de concentration du 8ème FED (Lomé IV, second protocole financier) sera la diversification de l'économie par un important soutien au secteur du tourisme (environ 92% de la dotation).

Depuis Lomé I, les principales exportations de la Dominique, bananes et noix de coco, bénéficient de transferts au titre du Stabex pour compenser les pertes subies à l'exportation jusqu'à présent, pour un montant total d'environ 29 millions d'écus. A ces montants il convient d'ajouter 2,9 millions d'écus au titre de l'ajustement structurel.

Dominica a aussi bénéficié d'une aide de 1,3 million d'écus en 1995 à la suite des dommages causés par les cyclones Iris et Marylin.

De plus, la Banque Européenne d'Investissement a engagé 2,5 millions d'écus au titre des capitaux à risques qu'elle gère.

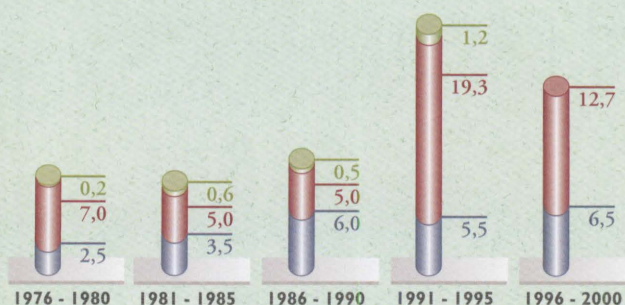
La Dominique figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production (0,3 million d'écus déjà engagés).

FED + budget

 dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million

budget

 autres fed + bei
 others fed + eib

 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (envelope for 5 years)


 environnement
 environment

 développement rural/pêche
 rural development/fishing

 développement minier et industriel/PME
 mine and industry development/SME's

 secteurs sociaux
 social sectors

 autres
 others



Dominica

D

Economic indicators	
GNP per capita	2 830 ECU (1994)
European imports from...	25 728 000 ECU (1996)
Bananas	84%
European Exports to...	21 811 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	0% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	na/nd

Dominica, an island in the far north of the chain of Caribbean Islands (the Windward Islands), has been an independent State since 1978.

The country has a predominantly agricultural economy with a mainstay banana sector, and is developing its infrastructure to support future industrial growth and eco-tourism. Dominica's economic performance has weakened significantly in recent years, reflecting the structural difficulties faced by the banana industry, reinforced by the adverse effects of natural disasters (tropical storms and hurricanes that caused severe damage to infrastructure and agriculture) and particularly negative market conditions. Following a period of strong economic growth during the years 1986/1990, the expansion of the economy slowed significantly in 1991/1995 with GDP growth rates averaging 2%.

The focal sector for our cooperation under the 8th EDF is the diversification of the economy through support to the tourism sector, to which approximately 92% of the indicative envelope will be allocated.

Since Lomé I, Dominica's main exports, bananas and coconuts, have benefited from Stabex transfers (totalling around ECU 29 million) which have compensated for shortfalls in the country earnings from these two products.

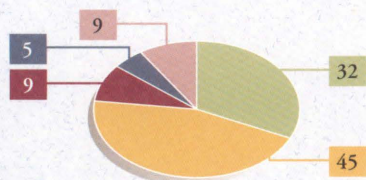
Dominica received emergency and rehabilitation aid (ECU 1.3 million), in 1995, following hurricanes Iris and Marylin.

Moreover, European Investment Bank has committed ECU 2.5 million risk capital.

The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 will also benefit the Dominica's banana sector (ECU 0.3 million already committed) to help to improve productivity and quality.

FED
EDF

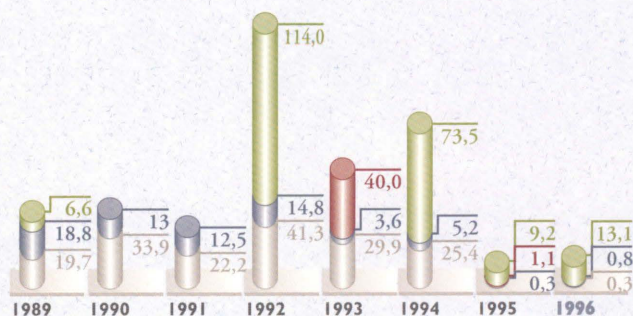
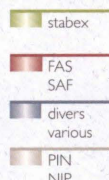
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Eritrea

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE
EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 125 000

na/nd

Indicateurs économiques	
PNB par habitant	na/nd
Importations européennes en provenance de...	19 042 000 ECU (1996)
Déchets et débris de métaux précieux	77%
Exportations européennes vers...	82 307 000 ECU (1996)
Service de la dette / exportations	na/nd
Indicateurs sociaux	
Taux de croissance de la population	na/nd
Taux de scolarisation primaire	na/nd
secondaire	na/nd
Taux d'urbanisation	na/nd

Territoire de 120 000 km² situé au nord-est de l'Ethiopie, entre le Soudan et Djibouti et en bordure de la Mer Rouge, l'Erythrée a acquis son indépendance en mai 1993, après le succès du référendum d'autodétermination.

Le nouvel Etat a maintenu de bonnes relations diplomatiques avec tous ses voisins et a rejoint le groupe ACP pour devenir le 70ème Etat signataire de la Convention de Lomé IV. En décembre 1994, l'Erythrée a rompu ses relations diplomatiques avec le Soudan. Un conflit l'oppose également au Yémen depuis la fin 1995 pour le contrôle des îles de l'archipel Hanish en Mer Rouge. D'excellentes relations diplomatiques ont par contre été maintenues avec les autres voisins et particulièrement avec l'Ethiopie.

L'assistance à l'Erythrée a démarré dès 1992 par le lancement d'un programme à court terme de réhabilitation de reconstruction. Ce programme, doté de 20 millions d'écus, s'est concentré principalement sur la réhabilitation des infrastructures sociales et de transport, l'irrigation et l'appui au renforcement institutionnel. A défaut de disposer alors d'un Programme Indicatif, les fonds mobilisés pour ce programme de réhabilitation ont été prélevés sur le Programme Indicatif de l'Ethiopie.

En mai 1994, le premier PIN de l'Erythrée a été signé et doté de 35 millions d'écus supplémentaires, ce qui porte à 55 millions d'écus le montant définitif alloué à ce titre sous Lomé IV. Les principaux secteurs d'intervention prioritaires qui ont été retenus sont les transports, les communications, l'énergie, l'électrification et le développement rural. L'Union étudie actuellement l'éligibilité du pays au soutien à l'ajustement structurel.

Sur le budget de l'Union européenne, 111 millions d'écus ont été alloués depuis 1992 pour des opérations d'aide alimentaire. Cette aide a notamment été utilisée pour la construction d'entrepôts de stockage de denrées alimentaires dans le port de Massawa (2 millions d'écus) et la fourniture de semences (0,5 millions d'écus). Aucune allocation n'a été faite en 1996.

Près de 6 millions d'écus ont également été consacrés depuis 1994 à des projets de réhabilitation exécutés par des ONG auxquels il faut ajouter 2,4 millions d'écus dans le cadre d'un cofinancement avec les ONG. D'autre part 820 000 écus ont été alloués à la Commission constitutionnelle chargée de préparer un projet de constitution qui devait être adopté en 1997.

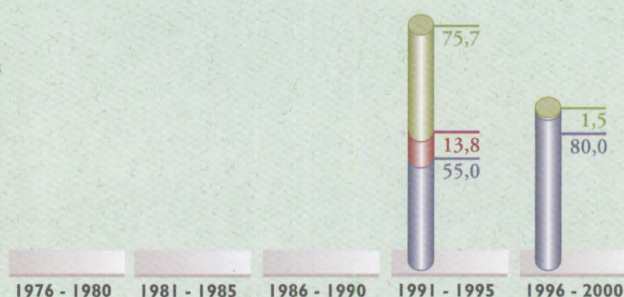
Il convient également d'ajouter 4,4 millions d'écus en faveur d'un projet d'envergure de contrôle du paludisme et d'un projet de réhabilitation, qui ont été financés au titre de l'assistance aux réfugiés.

En outre, 8 millions d'écus au titre des capitaux à risques ont déjà été engagés par la Banque Européenne d'investissement pour financer le secteur des télécommunications.

FED + budget EDF

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



- infrastructures de transport et énergie
transport infrastructures and energy
- programme de réhabilitation et assistance technique
rehabilitation programmes and technical assistance



Ethiopia

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE
EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 1 221 900
60 584 500

Indicateurs économiques

PNB par habitant
130 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...

250 269 000 ECU (1996)

Café 50%

Exportations européennes
vers...

449 329 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations

8,89% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

3,17% (1995)

Taux de scolarisation
primaire

25,6% (1995)

secondaire

11,3% (1995)

Taux d'urbanisation

12,96% (1993)

L'Ethiopie bénéficie d'un climat tempéré, mais aride en altitude, en dehors de la saison des pluies allant d'avril à septembre. Le pays est constitué de plateaux qui couvrent la moitié de son territoire et où sont concentrés 90% de la population.

L'Ethiopie est caractérisée par un riche patrimoine culturel et une longue histoire. Durant les trente dernières années; le pays a connu une situation politique et économique difficile avec des conflits civils et de graves périodes de sécheresses prolongées. Le Gouvernement de transition, institué en mai 1991, a établi de nouvelles priorités économiques et sociales, et un programme de développement sectoriel (routes) est adopté ou en cours d'adoption (sécurité alimentaire, éducation, santé).

La coopération avec l'Union européenne a débuté en 1975, et s'est essentiellement concentrée sur l'agriculture et le développement rural, les transports, le renforcement institutionnel, les infrastructures sociales et, plus récemment, l'appui à l'ajustement structurel et le développement du secteur privé. En tenant compte de toutes les différentes aides qui lui sont allouées, l'Ethiopie est le plus important bénéficiaire de l'assistance européenne aux pays ACP.

Sous Lomé IV, le Programme Indicatif national de 214 millions d'écus porte sur le financement de plusieurs programmes de développement rural, comportant en particulier l'amélioration du réseau routier rural et le soutien au secteur privé des PME, ainsi que le développement et la diversification des exportations. D'autres actions au titre du PIN prévoient un appui au renforcement institutionnel et à la formation, à l'approvisionnement en eau d'Addis Abeba et à l'évacuation des eaux usées, à la conservation des sols et à l'environnement, aux microprojets ainsi qu'à la conservation et au développement des richesses culturelles.

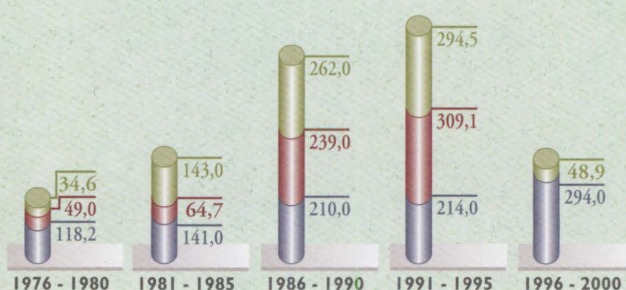
L'appui aux réformes macro-économiques au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (78,4 millions d'écus) tient une place importante. Les transferts au titre du Stabex (187,5 millions d'écus pour les années d'application 1990-1993) ont été centrés sur le renforcement des principaux secteurs d'exportation et sur la diversification du commerce d'exportation, par le biais notamment de la promotion des PME. Des actions significatives ont aussi pu être lancées grâce au budget de l'Union européenne, notamment d'importantes aides alimentaires (plus de 318 millions d'écus depuis 1991) et de nombreux projets à plus petite échelle et/ou mis en oeuvre avec des ONG pour une somme globale d'environ 17,5 millions d'écus (Initiative Spéciale en faveur de la réhabilitation en Afrique) au cours de la même période.

En outre, 54 millions d'écus seront fournis pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques pour l'amélioration des réseaux de télécommunications nationaux et internationaux, pour la société des industries textiles de Bahr Dar et pour offrir une ligne de crédit pour le secteur privé. Le Pin du second protocole financier de Lomé IV (8ème FED) a été finalisé en janvier 1997. Le montant s'élève à 294 millions d'écus.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Ethiopia E

Economic indicators	
GNP per capita	130 ECU (1994)
European imports from...	250 269 000 ECU (1996)
Coffee	50%
European Exports to...	449 329 000 ECU (1996)
Debt service / exports	8.89% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	3.17% (1995)
Primary schooling rate	25,6% (1995)
Secondary schooling rate	11,3% (1995)
Urbanisation rate	12.96% (1993)

Ethiopia has a temperate climate, though it is arid in the highlands (which cover half its territory) outside the rainy season from April to September. 90% of the country's population is concentrated in this part of the country.

Ethiopia has a rich cultural heritage and a long history. Over the last thirty years, the country has experienced a difficult political and economic situation with serious civil upheavals and conflicts, and prolonged droughts. The transitional period, started in May 1991, took office. Economic and social priorities were established and sectoral development programmes are being implemented (road sector) or prepared (food security, education and health).

Cooperation with the European Union began in 1975, concentrating mainly on agriculture and rural development, transport infrastructure, institutional strengthening, social infrastructure and, more recently, structural adjustment support and private sector development. Taking into account all assistance instruments, the country is the largest recipient of European assistance ahead of any other ACP State.

Under Lomé IV, the ECU 214 million National Indicative Programme will assist the development of the private SME sector including through easing access to foreign exchange for importation, support the improvement of the road network in particular in order to facilitate the development of the major coffee producing zones and reinforce the education sector and the water and sewerage systems of Addis Ababa.

Support for macroeconomic reforms under the Lomé IV Structural Adjustment Facility (ECU 78.4 million) is of particular significance and was reinforced with the Stabex transfers (ECU 187.5 million for application years 1990-1993).

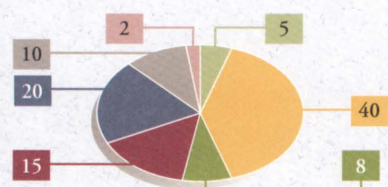
Significant actions have also been launched from the European Union's budget, such as major food aid operations (more than ECU 318 million since 1991) and many smaller scale projects have been co-financed and/or implemented, during the same period, by NGOs in various parts of the country for a global amount of around ECU 17.5 million (Special Initiative for rehabilitation support in Africa).

Moreover, ECU 54 million were provided through the European Investment Bank interventions in the form of risk capital for the improvement of the national and international telecommunication links, for the modernisation of airport infrastructures, for the Bahr Dar Textile company and for a credit line in favour of the private sector.

The National Indicative Programme for the second Lomé IV protocol was signed in January 1997. It provides for an allocation of ECU 294 million to be used in food security, human development, road sector and for assistance to the democratisation process and to institutional building.

FED
EDF

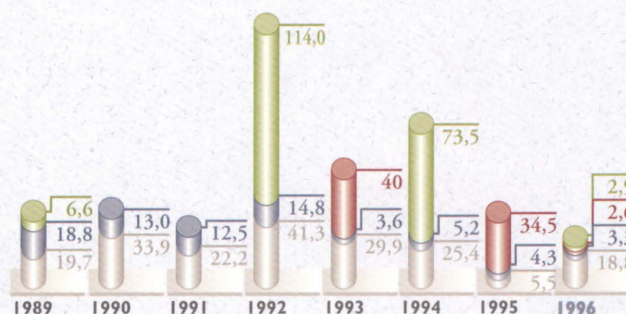
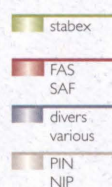
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Fiji

PACIFIQUE

PACIFIC

 KM² 18 270

762 000

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
 2 320 ECU (1994)

 Importations européennes
 en provenance de...
 137 064 000 ECU
 (1996)

Sucres de canne 87%

 Exportations européennes
 vers...
 23 775 000 ECU (1996)

 Service de la dette /
 exportations
 5,97% (1993)

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population
 0,93% (1995)

 Taux de scolarisation
 primaire
 124,1% (1995)

 secondaire
 64,9% (1995)

 Taux d'urbanisation
 40,14% (1993)

La république de Fidji est un archipel d'environ 300 îles dispersées sur plus de 1,3 million de Km² d'océan. La population est d'origine fidjienne (50%), indo-fidjienne (45%), ou autre (5%). Fidji a acquis l'indépendance au sein du Commonwealth en 1970, pour se déclarer république en 1987. Des élections pluralistes ont eu lieu en 1992 et 1994.

Fidji est un des pays les plus grands et les plus riches de la région du pacifique. Son économie se base sur l'industrie du sucre et du tourisme, les produits manufacturés prenant plus récemment de l'importance. Les principaux produits exportés sont: le sucre, le textile, les produits de la mer et l'or. La croissance économique a été entravée par un marché national restreint et dispersé, le peu de ressources naturelles, l'éloignement par rapport aux marchés d'exportation, les catastrophes naturelles et, occasionnellement, l'émigration de la main-d'oeuvre spécialisée.

La coopération avec l'Union européenne a débuté avec la première Convention de Lomé. Entre Lomé I et III, les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN), axés sur le développement rural et l'agriculture, se sont élevés à plus de 40 millions d'écus au total. D'autres projets ont été mis en oeuvre dans les secteurs du transport, des communications, du commerce et des services. Au cours de la même période, le système Stabex a par ailleurs fourni 5,4 millions d'écus au total en compensation du déficit dans les exportations d'huile de coco.

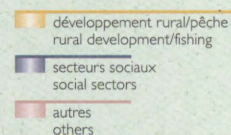
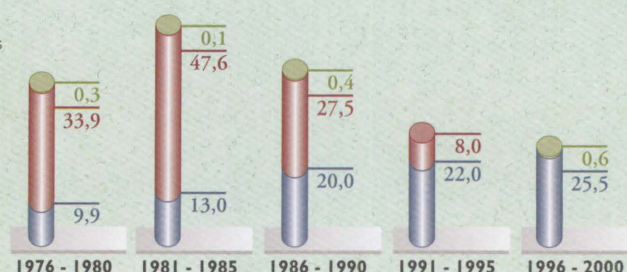
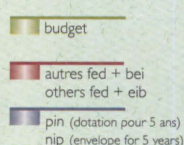
La Banque Européenne d'Investissement (BEI) est un important bailleur de fonds depuis Lomé I (87,5 millions d'écus de prêts sur ressources propres et plus de 9 millions au titre des capitaux à risques). Elle accorde des prêts notamment aux secteurs de l'électricité et du bois. Sous le premier protocole financier de Lomé IV, la BEI est intervenue pour un total de 13 millions d'écus dans les projets du Centre de maintenance de l'aéroport de Nadi et l'extension des télécommunications.

Les priorités du PIN de Lomé IV sont le développement rural et l'infrastructure sociale. En raison du cyclone qui a ravagé le pays en janvier 1993 et pour lequel une aide d'urgence de 1 million d'écus a été attribuée, la mise en oeuvre du PIN (22 millions d'écus) a débuté en 1993/1994 par le financement de deux grands ponts de moindre taille. Un projet dans le domaine de l'afforestation a été récemment décidé. des projets axés sur la santé dans les campagnes et sur le développement humain vont suivre.

La BEI a initié ses opérations par le financement d'un centre de maintenance pour l'aéroport de Nadi et par l'extension du réseau de télécommunications.

Les îles Fidji bénéficient du second quota en importance (165 348 de tonnes par an) au titre du protocole sucre annexé aux Conventions de Lomé, qui couvre environ 45% de la totalité de ses exportations de sucre.

FED + budget

 dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million




Fiji **F**

Economic indicators	
GNP per capita	2 320 ECU (1994)
European imports from...	137 064 000 000 ECU (1996)
Cane-sugar	87%
European Exports to...	23 775 000 ECU (1996)
Debt service / exports	5.97% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	0.93% (1995)
Primary schooling rate	124,1% (1995)
Secondary schooling rate	64,9% (1995)
Urbanisation rate	40.14% (1993)

The Republic of Fiji is an archipelago of some 300 islands spread over 1.3 million km² of ocean. Its population is composed of indigenous Fijians (50%), Indo-Fijians (45%) and others (5%). Fiji became independent within the Commonwealth in 1970 and declared itself a republic in 1987. Multiparty elections were held in 1992 and 1994.

Fiji ranks as one of the largest and richest countries in the Pacific region. Its economy relies traditionally on the sugar industry and tourism, while manufacturing is a more recent significant activity. Main exports are sugar, textile, fish products and gold. Economic growth has been hampered by a small and dispersed domestic market, a narrow resource and production base, distance to export markets, natural disasters and, occasionally, by emigration of skilled manpower.

Cooperation with the European Union started with the First Lomé Convention. From Lomé I to Lomé III, the National Indicative Programmes (NIPs) amounted to a total of more than ECU 40 million, concentrating on rural development and agriculture. Other projects were implemented in transport and communications as well as the trade and services sectors. Moreover, a total of ECU 5.4 million was provided during the same period under the Stabex system, to compensate shortfalls in export earnings of coconut oil.

The European Investment Bank (EIB) has been an important donor since Lomé I (ECU 87.5 million loans from its own resources and especially more than ECU 9 million under risk capital), extending loans to improve electricity networks and the wood industry. Under the first financial protocol of Lomé IV a total amount of ECU 13 million was lent from EIB own resources for the maintenance center of the Nandi airport and the extension of the telecommunication network.

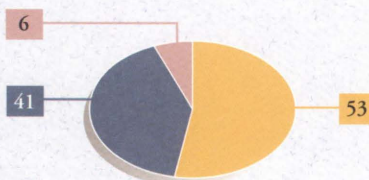
The priorities under the NIP relating to the First financial protocol of Lomé IV are rural development and social infrastructure. Following a destructive cyclone in January 1993, for which ECU 1 million emergency aid has been allocated, the implementation of the NIP (ECU 22 million) started in 1993/1994 with the financing of five smaller and two major road bridges. Recently, a project in the forestry sector has been decided. Projects in the sectors of rural telecommunications, local airports and human resource development will follow.

The EIB started its operations with the financing of a maintenance centre of the Nadi airport and extension of the telecommunication network.

Fiji benefits from the second largest quota (165 348 tonnes per year) under the sugar Protocol annexed to the Lomé Conventions, which covers 45% of its total sugar exports.

FED
EDF

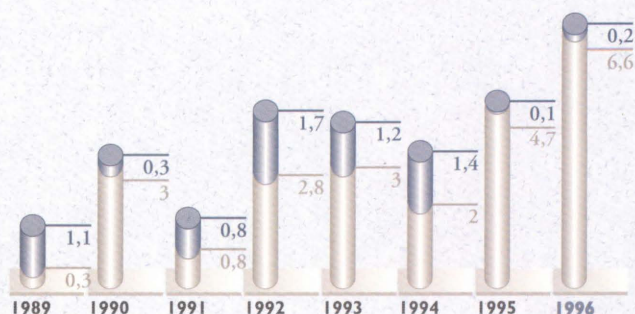
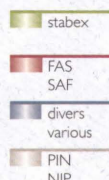
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Gabon

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 267 670



1 367 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
3 550 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...

847 011 000 ECU (1996)

Hélicoptères 60%

Exportations européennes
vers...

970 837 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations

5,97% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

3,33% (1995)

Taux de scolarisation
primaire

na/nd

secondaire

na/nd

Taux d'urbanisation

48,28% (1993)

Indépendant depuis 1960, le Gabon a adopté un régime pluraliste en 1990. Le pays est richement doté en ressources naturelles, avec 80% de sa superficie couverte de forêts tropicales denses. Plus importantes encore sont les ressources minières: le manganèse, l'uranium, et surtout le pétrole, dont la mise en valeur domine toute l'activité économique du secteur industriel moderne. Face à ces potentialités, le Gabon souffre d'un handicap majeur: le sous-peuplement. Avec un peu plus de 1 million d'habitants, la densité moyenne est de l'ordre de 4hab./km² et plus de la moitié de la population vit en milieu urbain. Une gestion imprudente de l'économie, aggravé par la détérioration des termes de l'échange, a provoqué de graves déséquilibres structurels qu'un programme de réformes économiques doit contribuer à redresser.

A partir de la première Convention de Lomé, les ressources du Fonds Européen de développement (FED) ont été principalement destinées à appuyer le développement rural qui en a absorbé près de 70% depuis 1980.

Le Programme Indicatif National 7èmeFED (29,9 millions d'écus) prévoit une concentration des ressources du FED sur la santé, l'amélioration de l'enseignement primaire et professionnel et l'hydraulique villageoise. Après la dévaluation du franc C.F.A. intervenue en 1994, 6,7 millions d'écus ont été alloués à ce pays au titre de la facilité d'ajustement structurel.

Le Gabon a aussi bénéficié d'autres instruments de l'aide européenne, notamment d'un transfert au titre Stabex (3,1 millions d'écus pour le bois sous Lomé III) ainsi que des ressources réservées à la coopération régionale, notamment dans le domaine de la coopération culturelle et de la protection des écosystèmes forestiers. En raison des difficultés que traversent les secteurs de production de l'uranium et du manganèse, le Gabon a bénéficié sur le 7ème Fed d'un financement du Sysmin pour un montant de 14 millions d'écus. L'Union européenne a également participé au financement de l'organisation des élections législatives et du recensement général de la population de 1993.

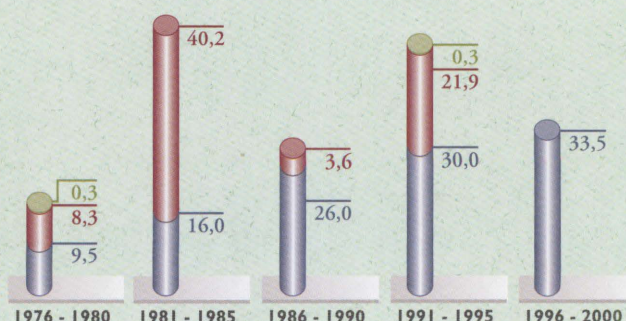
En outre la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a accordé un prêt sur ses ressources propres de 10,5 millions d'écus pour la modernisation d'équipements aéroportuaires et aéronautiques dans les 7 principaux aéroports du pays ainsi qu'un concours sur capitaux à risques de 0,6 millions d'écus pour une étude dans le secteur de l'agriculture.

Le programme Indicatif National de Lomé IV bis (33,5 millions d'écus) définit l'aménagement du territoire comme zone de concentration. Sur l'enveloppe globale, 80% seront consacrés à la réalisation d'une route bitumée qui lie Libreville à la frontière camerounaise et à la remise en état des pistes rurales à proximité de la route. On prévoit également des interventions concernant l'enseignement primaire, la santé et la gestion durable de la forêt.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Gabon **G**

Economic indicators	
GNP per capita	3 550 ECU (1994)
European imports from...	847 011 000 ECU (1996)
Helicopters	60%
European Exports to...	970 837 000 ECU (1996)
Debt service / exports	5.97% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	3.33% (1995)
Primary schooling rate	00% (1995)
Secondary schooling rate	9,2% (1995)
Urbanisation rate	48.28% (1993)

Independent since 1960, Gabon adopted a multi-party regime in 1990. It is richly endowed with natural resources, with 80% of its surface area covered by dense tropical forest. Even more important are its mineral resources; manganese, uranium and especially oil, whose exploitation dominates all today's economic activity in the modern industrial sector. Yet notwithstanding this potential, Gabon has a major handicap; under-population. With one million inhabitants in a country of 268 000 km², the average population density is around 4 inhabitants/km². More than half the population is urban. Imprudent management of the economy, aggravated by the deterioration of terms of trade, provoked serious structural imbalances which an economic reform programme must help redress.

Since Lomé I, EDF resources have gone mostly towards rural development; almost 70% since 1980. The National Indicative Programme (NIP) under Lomé IV (ECU 29.9 million) foresees a concentration of EDF resources on health care, improving primary and professional education and village hydraulics. Following the CFA Franc devaluation in 1994, ECU 6.7 million were allocated under the Structural Adjustment Facility.

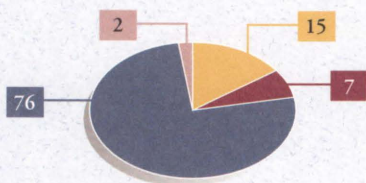
Gabon has benefited from other European Union aid instruments, notably a Stabex of ECU 3.1 million for wood (under Lomé III), as well as resources reserved for regional co-operation initiatives, particularly in the areas of cultural co-operation and the protection of forest eco-systems. As a result of difficulties affecting uranium and manganese production, Gabon benefited to the sum of ECU 14 million from 7th EDF Sysmin aid. The EU has also participated in the financing of the 1993 country's legislative elections and population census.

Additionally, the European Investment Bank (EIB) has agreed a loan of ECU 10.5 million from its own resources for modernisation of equipment in seven of the country's airports as well as 0.6 million ECU of risk capital for an agricultural study.

The National Indicative Programme of Lomé (ECU 33.5 million) foresees infrastructure and administrative development as the main area of concentration. 80% of the total sum will go to building a bitumen road linking Libreville with the Cameroon border and the upgrading of rural roads accessing the main artery. Further projects are foreseen for primary education, health, and sustainable management of industry.

FED EDF

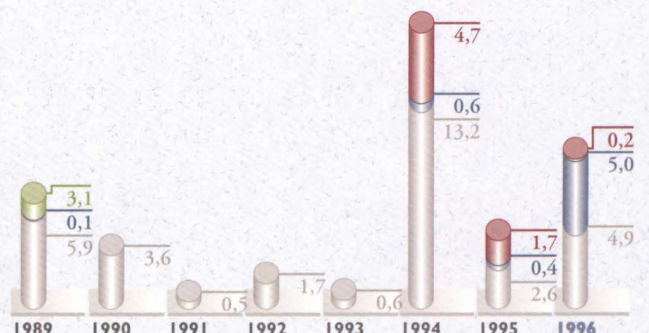
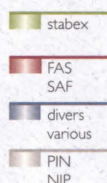
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

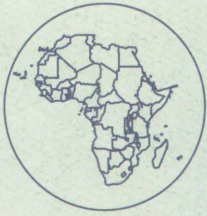


FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





The Gambia

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 11 295

980 000

Indicateurs économiques	
PNB par habitant	360 ECU (1994)
Importations européennes en provenance de...	115 185 000 ECU (1996)
Diamants	87%
Exportations européennes vers...	80 967 000 ECU (1996)
Service de la dette / exportations	na/nd
Indicateurs sociaux	
Taux de croissance de la population	2,51% (1995)
Taux de scolarisation primaire	68,4% (1995)
secondaire	16,9% (1995)
Taux d'urbanisation	24,34% (1993)

La Gambie est un petit pays de la côte ouest de l'Afrique entouré de trois côtés par le Sénégal. Devenue indépendante en 1965, elle a depuis lors un système politique de démocratie parlementaire et du pluripartisme. Depuis le coup d'Etat militaire du 22 juillet 1994, la Gambie est dirigée par le Conseil de Gouvernement Provisoire des Forces Armées, qui a annoncé un retour au régime civil pour 1996.

La Gambie possède une économie ouverte et des ressources nationales limitées (arachides). Après la dégradation de la situation économique au début des années 80, les autorités gambiennes ont successivement lancé le Programme de Redressement Economique en 1985 et le Programme pour le Développement Durable en 1990, tous deux mettant en oeuvre une vaste gamme de réformes financières et structurelles. L'objectif de privatisation dans les secteurs de l'arachide et des services est activement poursuivi. L'expérience de la Gambie est généralement considérée comme un bon exemple d'ajustement économique. Il a toutefois été admis que ces efforts devaient être poursuivis pour que les effets soient durables.

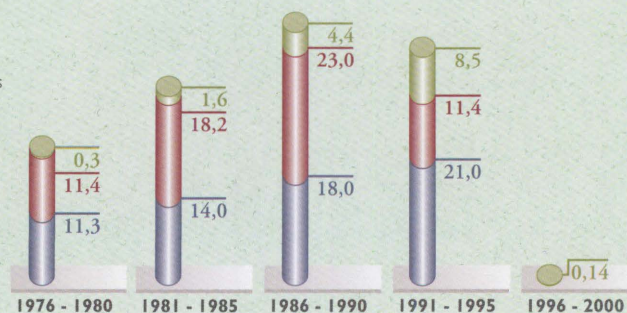
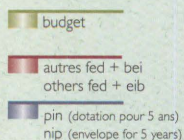
Depuis la Convention de Lomé I, le développement rural constitue le secteur prioritaire de la coopération au développement avec l'Union européenne. Sous le Programme Indicatif National de Lomé IV (21 millions d'écus), 74% des fonds ont été alloués au développement rural dans les domaines de l'approvisionnement en eau et des routes de campagne, particulièrement en faveur des zones les plus éloignées et les plus mal desservies du pays (circonscriptions d'Upper River et de North Bank). Ces dernières années, une plus grande importance a été accordée à l'appui aux initiatives locales, essentiellement dans le cadre d'une coopération décentralisée.

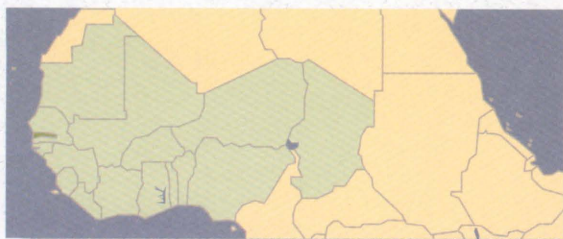
Sous Lomé IV, 8,2 millions d'écus (dont 2 millions d'écus financés à partir du PIN) ont été alloués au titre de l'appui à l'ajustement structurel sous la forme d'un programme d'importation de carburant (4 millions d'écus) et d'un programme général d'importations (4,2 millions d'écus dont 2,2 millions sont déboursés).

En outre, 4,3 millions d'écus ont déjà été engagés au titre des capitaux à risques gérés par la Banque Européenne d'Investissement (BEI).

FED EDF + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million





The Gambia

G

Economic indicators	
GNP per capita	360 ECU (1994)
European imports from...	115 185 000 ECU (1996)
Diamonds	87%
European Exports to...	80 967 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	2.51% (1995)
Primary schooling rate	68,4% (1995)
Secondary schooling rate	16,9% (1995)
Urbanisation rate	24.34% (1993)

The Gambia is a small country on the west coast of Africa surrounded on three sides by Senegal. It became independent in 1965 and was governed by a democratic multiparty parliamentary system until the military take-over of 22 July 1994 that changed the political picture drastically by suspending the Constitution and banning all political parties. After the military coup, some development partners, including the European Commission and EU Member States, decided to suspend balance of payments support and projects which were not directed to the poor and vulnerable groups.

The Gambia has just completed its transition programme to return to democratic civilian rule, after the legislative elections held on January 1997 and the endorsement of a new Constitution approved by Referendum on August 1996. Donors now intend to concentrate on a constructive dialogue with the Gambian government in order to recreate a favourable environment for co-operation.

The Gambia has an open economy with limited national resources. It is based on three main pillars: agriculture (groundnuts), tourism and the re-export trade. After the deterioration of the economic situation in the beginning of the 1980s, the Gambian authorities launched in 1985 the Economy Recovery Programme and subsequently in 1990, the Programme for Sustained Development, both of which implemented a broad range of financial and structural reforms. In spite of the suspension of this programme after the July 1994 military coup, a number of macroeconomic achievements could be preserved.

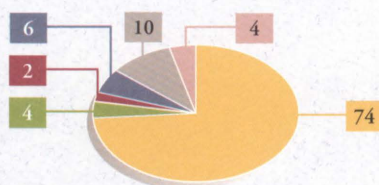
Since the first Lomé Conventions, the main priority of development co-operation with the European Union has been rural development. Under the Lomé IV National Indicative Programme (ECU 21 million), 74% has been allocated to rural development in the fields of water supply and rural roads, with a concentration on the most remote and ill-served parts of the country (Upper River Division and North Bank Division). In recent years a growing emphasis has been placed on the support of community-based initiatives, characterised mainly by its decentralised planning. These actions focused on rural poverty alleviation and were maintained during the military period (1994-96).

Under Lomé IV, ECU 8.2 million (of which ECU 2 million financed from the NIP) has so far been allocated for structural adjustment support, in the form of a fuel import programme (ECU 4 million) and general import programme (ECU 4.2 million; 2.2 million disbursed).

Moreover, ECU 4.3 million has already been committed from the risk capital resources managed by the European Investment Bank (FIB).

FED
EDF

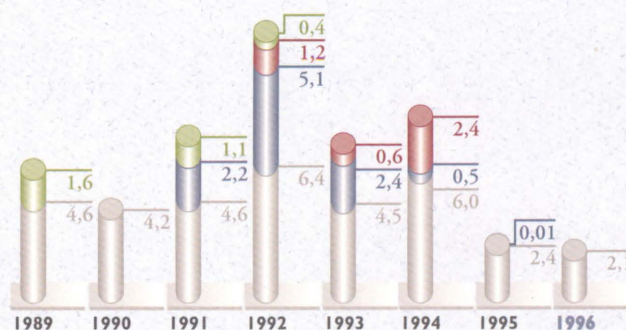
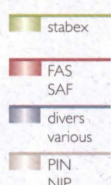
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

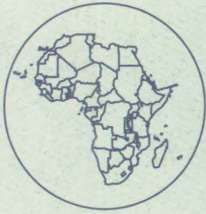


FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Ghana

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 238 540

17 453 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
430 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...
882 842 000 ECU (1996)
Cacao 31%

Exportations européennes
vers...
998 352 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations
22,81% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
76,6% (1995)
secondaire
37,2% (1995)

Taux d'urbanisation
35,38% (1993)

Le Ghana est un pays d'Afrique de l'Ouest, en bordure du Golfe de Guinée, limité en trois côtés par la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Bénin.

Devenu indépendant en 1957, et malgré un potentiel économique élevé et une période de relative stabilité au début des années 60, le Ghana a connu des difficultés durant les années 70, débouchant sur une crise économique au début des années 80. Depuis 1983, le pays a traversé avec succès une période intensive d'ajustement structurel, massivement soutenue par des donateurs internationaux, et de ce fait est devenu une référence en la matière. A la suite des élections tenues fin 1992, le pays s'est réengagé sur la voie de la démocratie constitutionnelle.

Le Ghana reste un pays pauvre et son économie demeure fragile. L'aide européenne s'était focalisée, sous les conventions antérieures, sur le développement rural et les infrastructures de transport. Sous Lomé IV (second protocole financier), dont le PIN s'élève à 130 millions d'écus, elle vise plus particulièrement à renforcer les conditions d'un développement autonome en se concentrant sur les services sociaux (santé et éducation), les secteurs de production cruciaux de l'économie, ainsi que dans des domaines tels que l'appui institutionnel, la création de capacités d'initiatives locales et la coopération décentralisée.

On compte parmi les interventions spécifiques, sous Lomé III et IV, la réhabilitation des deux ports principaux du pays, un programme de microprojets essentiellement axé sur les infrastructures sociales, un projet d'irrigation des rizières, un projet de production d'huile de palme et un transfert de technologie appropriée. De nouvelles initiatives sous Lomé IV comprennent un vaste programme de développement agricole dans la région occidentale, la gestion de zones protégées ainsi qu'un programme de développement des petites et moyennes entreprises.

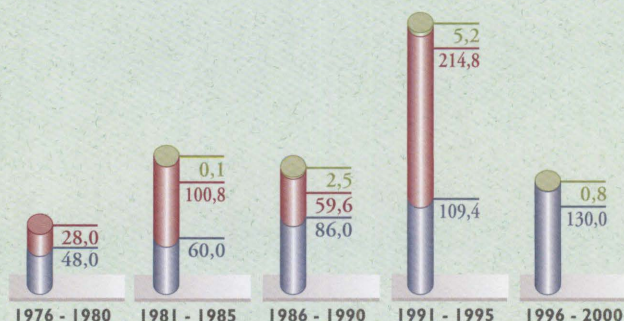
Les ressources du Stabex (50,6 millions d'écus au titre de Lomé IV) ont été principalement utilisées pour appuyer les réformes économiques dans le secteur du cacao. Sur ses ressources budgétaires, l'UE a également cofinancé diverses opérations menées par des ONG, et soutenu le processus électoral en 1996.

Au titre de ses ressources propres, la Banque Européenne d'Investissement a déjà engagé, sous Lomé IV, 60 millions d'écus en faveur du secteur de la production d'énergie et près de 1,7 million sur les capitaux à risques.

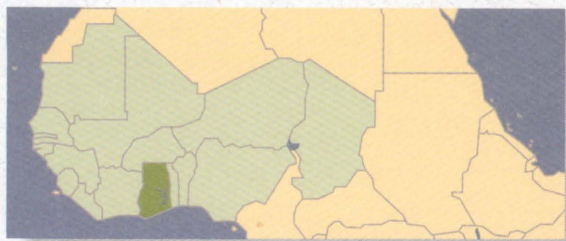
FED + budget EDF

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
autres fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Ghana



Economic indicators	
GNP per capita	430 ECU (1994)
European imports from...	882 842 000 ECU (1996)
Cocoa	31%
European Exports to...	998 352 000 ECU (1996)
Debt service / exports	22.81% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	3% (1995)
Primary schooling rate	76,6% (1995)
Secondary schooling rate	37,2% (1995)
Urbanisation rate	35.38% (1993)

Situated in West Africa on the Gulf of Guinea, Ghana is surrounded on three sides by Côte d'Ivoire, Burkina Faso and Benin.

Ghana achieved independence in 1957. Despite its high economic potential, and following a period of relative stability during the early 1960s, Ghana experienced difficulties during the 1970s, culminating in a severe economic crisis in the early 1980s. Since 1983, the country has implemented an ambitious Economic Recovery Program, heavily supported by international donors. Despite some problems with macroeconomic stability since 1992, the ERP has put the country back on a steady growth path. The presidential and parliamentary elections in December 1996, the second elections after Ghana's return to constitutional democracy in 1992, confirmed and strengthened the development of democracy in the country.

Ghana is still a poor country, and its economy remains vulnerable and structurally rigid. In the past, support under the European Development Fund has focused on rural development and transport infrastructure. The new National Indicative Program for the second half of the Lomé IV Convention, which will provide total funds of ECU 130 million, maintains these basic orientations. Interventions are moreover planned in the social sectors (mainly health), support to major sectors development, and public sector reform (budget management) and local and decentralised cooperation.

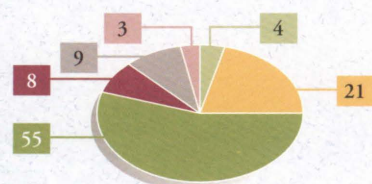
Specific interventions under Lomé III and the first half of Lomé IV include the rehabilitation of the country's two main ports, a major roads rehabilitation and maintenance project, a micro projects program mainly focusing on social infrastructure in rural areas, an appropriate technology transfer scheme, support to the management of two protected areas, a small and medium enterprises development programmes.

Stabex resources of ECU 50,6 million are mainly being used for reform in the cocoa sector and support to smallholder farmers. The European Union has also supported various NGO operations and the 1996 elections.

The EIB has so far committed ECU 60 million from its own resources for projects in the energy sector, and almost ECU 1.7 million from risk capital for private enterprises.

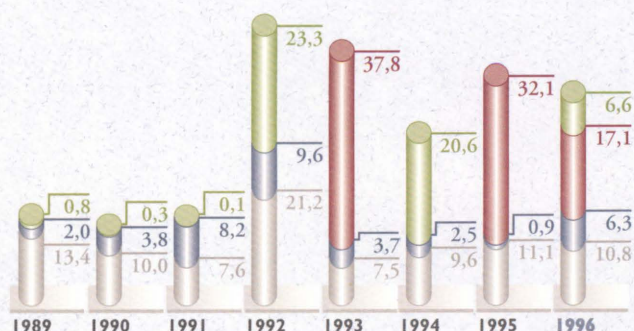
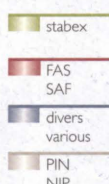
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Grenada

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

340



92 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
2 620 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...
14 954 000 ECU (1996)
Paquebots 61%

Exportations européennes
vers...
15 507 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations
6,65% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
0% (1995)

Taux de scolarisation
primaire na/nd
secondaire na/nd

Taux d'urbanisation
na/nd

Etat constitué de trois îles (Grenade, Carriacou et la Petite Martinique), dont 98% de la population est concentrée sur la principale île qui donne son nom au pays, Grenade est devenu indépendant en 1974. Après une période de gouvernement d'inspiration révolutionnaire (1979-1983), l'intervention militaire américaine (1983) a mis fin à l'expérience et les institutions démocratiques parlementaires ont été rétablies.

L'agriculture et le tourisme constituent les piliers de l'économie du pays. Restée traditionnelle, l'agriculture est le secteur le plus important en termes d'emploi et de ressources à l'exportation: elle occupe près d'un tiers de la population et assure 60% environ des recettes d'exportations. Le tourisme est un secteur en rapide croissance qui offre des possibilités d'emploi de plus en plus nombreuses. Cependant la croissance économique, qui s'élevait à environ 5% en moyenne sur la période 1984-1990, stagne depuis 1991 autour de 3%. Le pays a dû engager des réformes d'ajustement macro-économique afin de réduire le déficit des finances publiques.

La coopération avec l'Union européenne a débuté en 1974 avec la première Convention de Lomé. De Lomé I à III, les fonds disponibles (11 millions d'écus) au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) ont été centrés sur l'infrastructure routière, principalement la reconstruction de la Route principale de l'Est (plus de 7 millions d'écus), la promotion du tourisme et les secteurs sociaux (éducation, santé).

Grenade a été, par ailleurs, l'un des principaux bénéficiaires parmi les Etats ACP de la région des transferts Stabex: plus de 15 millions d'écus de 1976 à 1994 pour le cacao, les bananes, et la muscade principalement.

Le PIN de Lomé IV (8e FED) s'élève à 6,5 millions d'écus contre 4,5 millions d'écus sous le 7e FED. Le 8e FED a identifié un seul domaine de concentration (l'approvisionnement en eau) qui absorbera près 80% des fonds programmables.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement est intervenue, sous Lomé IV, pour un montant de plus de 3 millions d'écus au titre des capitaux à risques en faveur du secteur du tourisme et du traitement des déchets, ainsi que 4 millions de ressources propres.

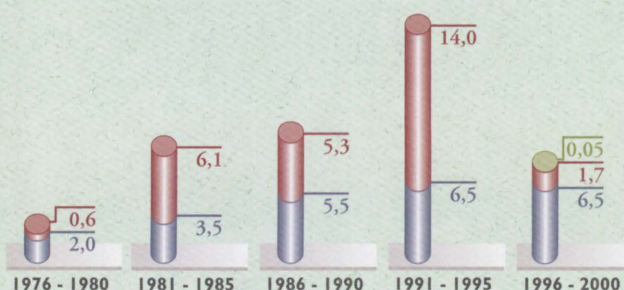
Sur le plan commercial, le Protocole spécial sur les bananes, annexé à la Convention, garantit à Grenade un marché pour la quasi-totalité de sa production exportée vers l'Union européenne.

Grenade figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Grenada **G**

Economic indicators	
GNP per capita	2 620 ECU (1994)
European imports from...	14 954 000 ECU (1996)
Ships	61%
European Exports to...	15 507 000 ECU (1996)
Debt service / exports	6.65% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	0% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	na/nd

A three-island State (Grenada, Carriacou and Petite Martinique) with 98% of the population living on the main island which gives its name, Grenada became independent in 1974.

Agriculture and tourism are the basis of the economy. Traditional agriculture is the main sector for employment and exports earnings. It employs almost one third of the population and ensures 60% of export earnings. Tourism is a rapidly growing sector which offers more and more employment opportunities. However, economic growth which amounted to 4.5% on average during 1984-90, has stagnated around 3% since 1991. The country has had to launch macroeconomic adjustment reforms aimed at lowering the public finances deficit.

Agriculture has been suffering from attacks from a serious pest, the pink mealy-bug, which already destroyed most of the cocoa production and infested a series of other crops. As a consequence agricultural products from Grenada were banned from exports to other countries of the region, fearing the risk of propagation of the pest into their own cultures. A biological control programme has only recently been introduced and seems to be having its first results, but the total eradication of the pest will take years.

EDF assistance began in 1974 with the Lomé I Convention. From Lomé I to Lomé III, National Indicative Programmes (NIPs) funds (ECU 11 million) were allocated to road infrastructure, mainly for the rebuilding of the Eastern Main Road (more than ECU 7 million), tourism promotion and social sectors (education, health services).

Moreover, Grenada has been one of the main Stabex transfer recipients among the region's ACP States: over ECU 15 million from 1976 to 1994, mainly for cocoa, bananas and nutmeg.

The financial envelope for the 8th EDF is ECU 6.5 million up from an initial allocation of ECU 4.5 million under the 7th EDF. The 8th EDF NIP identifies one single focal sector, water supply, which will absorb approximately 80% of the programmable funds.

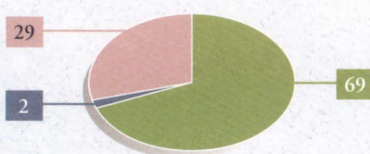
Moreover, over ECU 3 million has been committed through European Investment Bank (EIB) interventions to support the tourism sector and for the collection and treatment of solid wastes, in the form of risk capital and ECU 4 million from its own resources.

Commercially, the special banana protocol, annexed to the Convention, guarantees a market in Europe for almost all Grenada's production.

The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 will also benefit the Grenada's banana sector in helping to improve productivity and quality.

FED EDF

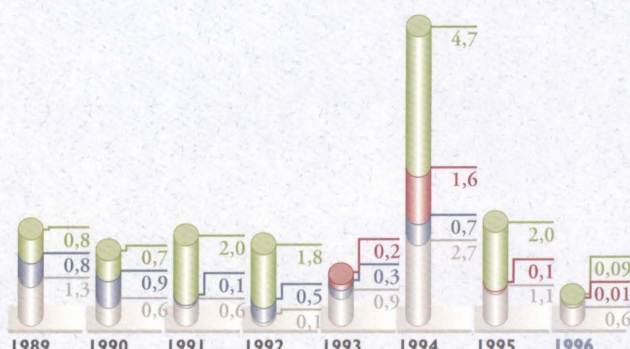
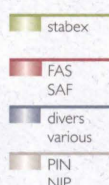
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Guinée-Bissau

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 36 120



1 073 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
240 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...

24 185 000 ECU (1996)

Mollusques 42%

Exportations européennes
vers...

42 760 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations

9,72% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,19% (1995)

Taux de scolarisation
primaire

59,1% (1995)

secondaire

6% (1995)

Taux d'urbanisation

21,28% (1993)

Pays caractérisé par l'existence de nombreux fleuves, estuaires et marécages, et disposant de très faibles infrastructures économiques et sociales, la Guinée Bissau a connu de grandes difficultés pour gérer son développement depuis son indépendance, en 1974.

La Guinée Bissau est un pays essentiellement agricole, dont la principale exportation est la noix de cajou; la pêche et les licences de pêches représentent la seconde source des recettes d'exportation. La politique économique menée après l'indépendance, mettant l'accent sur des projets d'"industrialisation sur dimensionnés", s'est avérée être un échec. Depuis 1987, le gouvernement a progressivement adopté des mesures de libéralisation économique et politique. Les premières élections pluripartites ont eu lieu en juillet/août 1994.

Le gouvernement a adopté une stratégie d'ajustement global à moyen terme pour la période 1994-1997. C'est dans ce contexte que des progrès significatifs ont été accomplis en 1994 pour ce qui est des principaux indicateurs macro-économiques tels que le taux de change, l'inflation et le déficit extérieur. Toutefois la situation macro-économique s'est de nouveau détériorée en 1995.

Dans le cadre des Conventions de Lomé, l'Union européenne a mis fortement l'accent sur le développement rural. Au titre de Lomé IV, le Programme Indicatif National (37 millions d'écus) qui mettait la priorité sur les ressources naturelles et sur certaines actions complémentaires telles que l'appui institutionnel et la valorisation des ressources humaines, a été réaménagé au profit du secteur des infrastructures. Par ailleurs, 8 millions d'écus sont consacrés au programme d'ajustement structurel dont les fonds de contrepartie serviront à renforcer les secteurs sociaux. La Guinée Bissau a en outre reçu 0,9 millions d'écus au titre du Stabex au cours de la période 1991-1994, ce qui porte le total des ressources transférées au titre de cet instrument à environ 19 millions d'écus depuis Lomé I.

Le budget de l'Union européenne a également contribué pour un montant de 550 000 écus à la réalisation des premières élections pluripartites, puis à la formation des députés de l'Assemblée Nationale. Dans ce contexte, une cellule d'appui à l'Assemblée Nationale s'est créée et Lomé IV bis, avec un montant financier de 47 millions d'écus, met l'accent sur trois secteurs de concentration: infrastructures, agriculture et appui industriel. A partir du 2 mai 1997, la Guinée Bissau va adhérer à l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine).

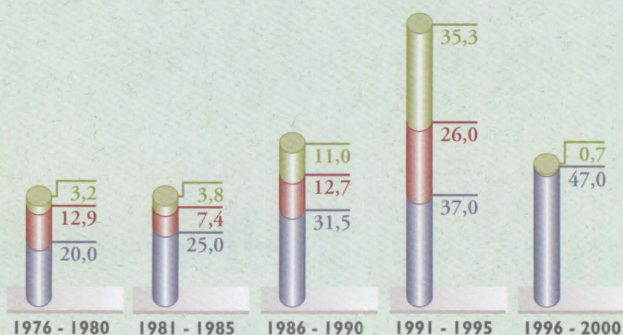
FED EDF + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)

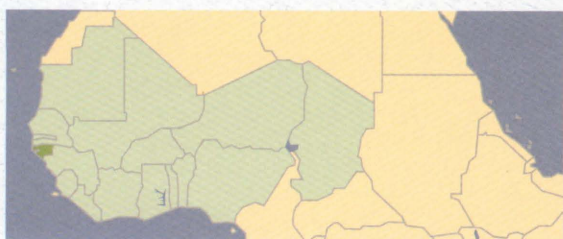


développement rural/pêche
rural development/fishing

transport et communications
transport and communications

secteurs sociaux
social sectors

autres
others



Guiné Bissau



Economic indicators	
GNP per capita	240 ECU (1994)
European imports from...	24 185 000 ECU (1996)
Molluscs	42%
European Exports to...	42 760 000 ECU (1996)
Debt service / exports	9.72% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	2.19% (1995)
Primary schooling rate	5,1% (1995)
Secondary schooling rate	6% (1995)
Urbanisation rate	21.28% (1993)

Characterised by the many rivers, estuaries and swamps on its territory, and by very weak economic and social infrastructures, Guinea Bissau has experienced great difficulties managing its development since independence in 1974.

Guinea Bissau is essentially an agricultural country, whose principal export is the cashew nut. Fishing and fishing permits represent the second largest source of export earnings. The economic policy followed after independence put the emphasis on unrealistic industrialisation projects and turned out to be a failure. Since 1987, the Government has progressively adopted economic and political liberalisation measures. The first multi-party elections took place in July/August 1994.

The government adopted a mid-term global structural adjustment strategy for the period 1994-1997. Under this, significant positive change in the main macroeconomic indicators was made in 1994; the exchange rate, inflation and external deficit. They took a downturn again, however, in 1995.

Successive Lomé Conventions have placed the emphasis firmly on rural development. Under Lomé IV, the National Indicative Programme (ECU 37 million), which focused on natural resources and on certain complementary actions such as institutional support and enhancing the value of human resources, was restructured to help the infrastructure sector. Furthermore, an ECU 8 million sum was devoted to the structural adjustment programme, from which counterpart funds will serve to strengthen the social sectors. Guinea Bissau has also received ECU 0.9 million under Stabex transfers in the 1991-1994 period, which takes the total amount of transfers under this instrument to around ECU 19 million since Lomé I.

The European Union's budget has also contributed ECU 550 000 for the realisation of the first multi-party elections, as well as the training of the National Assembly deputies. ECU 300 000 has been earmarked to set up a support cell for the National Assembly. The EU budget is also co-financing NGO micro-projects: since 1978, it has contributed around ECU 9 million to some 100 rural development, fishing, training and health care projects.

Under Lomé IV, the European Investment Bank (EIB) has already committed ECU 12 million in the form of risk capital for strengthening the Water and Electricity Company, investing in the telecommunications sector and for building factories to produce shoes, doors and windows.

FED EDF

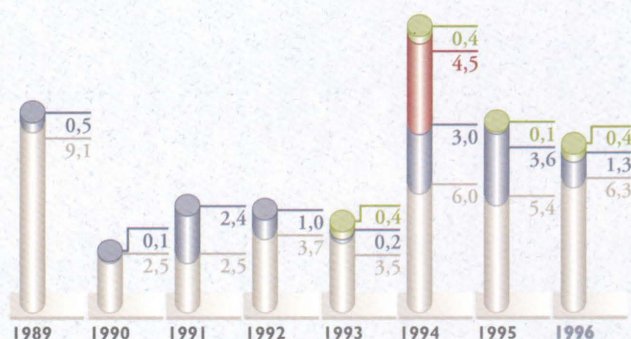
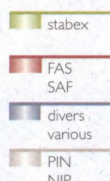
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

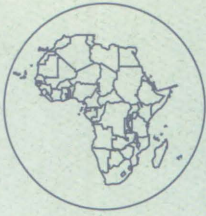


FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Guinea Ecuatorial

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

28 050

400 000

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
430 ECU (1994)

 Importations européennes
 en provenance de...

28 739 000 ECU (1996)

 Vêtements **65%**

 Exportations européennes
 vers...

60 398 000 ECU (1996)

 Service de la dette /
 exportations

1,94% (1993)

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population

2,83% (1995)

 Taux de scolarisation
 primaire

na/nd

secondaire

na/nd

Taux d'urbanisation

39,60% (1993)

L'absence de continuité territoriale représente un lourd handicap pour la Guinée Equatoriale, un petit pays constitué d'une partie continentale (Rio Muni) et d'une partie insulaire (Bioco et Annobon). La mise en exploitation depuis 1992 de gisements pétroliers a ouvert de possibles perspectives prometteuses pour l'économie du pays.

Devenue indépendante en 1968, la Guinée Equatoriale a d'abord connu une période de dictature et d'isolement sur le plan international, puis a réussi, à partir de 1979, à s'ouvrir sur le monde extérieur; notamment par son adhésion à l'Union Douanière et Economique d'Afrique Centrale (UDEAC) en 1985, et par son intégration dans la zone franc CFA. L'introduction du multipartisme, en 1992, n'a pas encore été suivie de progrès dans la démocratisation du pays.

La coopération avec l'Union européenne a commencé avec la première Convention de Lomé, mais la situation politique a repoussé, jusqu'en 1980, la mise en route des premières actions; Les Programmes Indicatifs Nationaux successifs se sont alors essentiellement concentrés sur la réhabilitation des infrastructures de base et sur l'appui à l'agriculture et au secteur forestier;

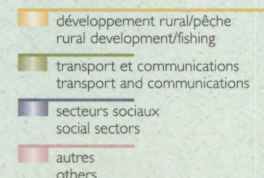
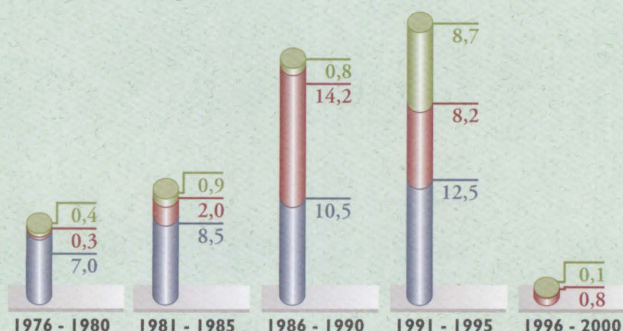
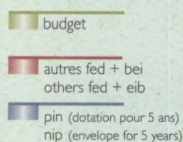
Le Programme indicatif 7ème FED (12,5 millions d'écus) est axé sur la réhabilitation des réseaux d'eau potable des villes de Malabo et Bata ainsi que sur le développement rural de l'arrière pays.

La persistance de graves violations des droits de l'Homme a rendu difficile le développement de la coopération avec la Guinée Equatoriale, et depuis la mi-1992, aucune action de coopération significative n'a pu être mise en oeuvre en dehors des actions prévues au titre des transferts STABEX;

Depuis 1980, le pays a bénéficié (.....) d'aides alimentaires humanitaires, via les ONG ou le Programme Alimentaire Mondial (PAM). L'Union européenne a également cofinancé une douzaine de projets mis en oeuvre par les ONG, pour un montant total d'environ 1 millions d'écus.

En outre, 2 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques; aucune opération n'a pu être financée à ce titre.

FED + budget

 dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million




Guinea Ecuatorial

G

Economic indicators	
GNP per capita	430 ECU (1994)
European imports from...	28 739 000 ECU (1996)
Clothes	65%
European Exports to...	60 398 000 ECU (1996)
Debt service / exports	1.94% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	2.83% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	39.60% (1993)

The lack of territorial continuity is a great handicap for Equatorial Guinea, a small country which consists in part of mainland (Rio Muni) and island (Bioko and Annobon). Since 1992, the exploitation of a small oil field is seen as a possible means of improving the country's overall economic situation.

Independent since 1968, Equatorial Guinea first experienced a period of dictatorship and international isolation. Since 1979, the country has succeeded in opening up to the outside world, especially through its membership of the Central African Economic and Customs Union (UDEAC) in 1985, and by its integration into the CFA Franc area. The introduction of a multi-party system in 1992 has not brought about any significant progress in the democratisation process.

Co-operation with the European Union started under the first Lomé Convention, but the political situation delayed implementation of the first operation until 1980. Successive National Indicative Programmes (NIP) have mainly concentrated on the rehabilitation of basic infrastructures, as well as support for the agriculture and forest sectors.

The Lomé IV National Indicative Programme (ECU 12.5 million) focuses on the rehabilitation of drinking water networks in the towns of Malabo and Bata, as well as rural development in the hinterland.

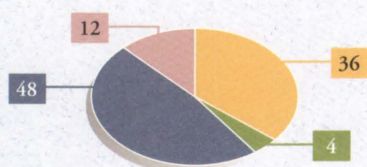
Continual serious human rights violations have hindered improved co-operation with Equatorial Guinea, Stabex transfers aside, no significant co-operation operation has been implemented since mid-1992. Moreover, no project has yet been financed with the ECU 2 million of risk capital pledged by the European Investment Bank.

The announcement of municipal elections in 1995 and the resumption of dialogue between government and opposition have improved the country's political climate. To encourage this positive development, the disbursement of Stabex transfers is envisaged.

Since 1980, the country has benefited from humanitarian food aid via NGOs and the World Food Programme (WFP). The European Union has also co-financed a dozen projects amounting to some ECU 1 million implemented by NGOs.

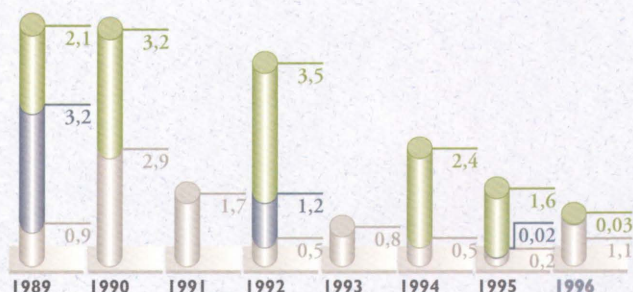
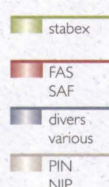
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Guinée

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE
SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 245 860

6 700 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
510 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...
349 870 000 ECU (1996)
Minerais d'aluminium
63%

Exportations européennes
vers...
281 335 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations
12,77% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,06% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
37,1% (1995)
secondaire
8,8% (1995)

Taux d'urbanisation
28,08% (1993)

Située sur la côte occidentale de l'Afrique, la Guinée est entourée par six pays. Les grands fleuves de l'Afrique de l'Ouest (Niger, Gambie, Sénégal) y prennent leur sources sur les hauteurs du Fouta Djalon.

Devenue indépendante en 1958, la Guinée a vécu pendant 26 ans sous un régime économique centralisé. L'engagement pris par le nouveau Gouvernement pour établir un Etat de droit et de type de société libérale impliquait le double défi de passer à la démocratie et de l'économie de marché libre.

La construction d'une société pluraliste s'est avérée lente mais a suivi une évolution continue. L'adoption par référendum en 1990 de la loi fondamentale, la promulgation des lois organiques qui en découlent, la législation des partis politiques et l'organisation des élections présidentielles et législatives ont constitué les étapes les plus marquantes. L'installation de l'Assemblée nationale en juin 1995 a complété l'architecture institutionnelle de la nouvelle démocratie.

Le programme de réforme économique et financière (PREF) entrepris depuis fin 1985 avec l'appui substantiel des sources extérieures de financement était parmi les plus ambitieux de tous les programmes d'ajustement structurel engagés en Afrique. Malgré les résultats encourageants, la mise en oeuvre du programme se heurte à des obstacles majeurs et la Guinée reste au pays de contrastes: exceptionnellement riche en potentialités minières, agricoles et hydro-électriques, elle est toujours classée parmi les pays les moins avancés.

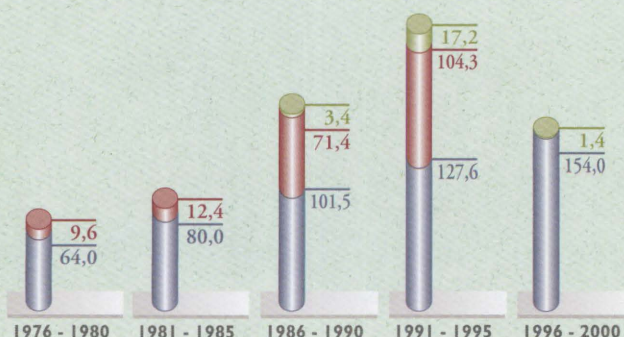
La Guinée n'a manifesté son intérêt d'établir des relations de coopération avec la Communauté que lors de la mise en oeuvre de la première Convention de Lomé. Depuis, la coopération n'a cessé de se renforcer et de diversifier et aujourd'hui l'ensemble de ses concours placent la communauté parmi les premiers bailleurs de fonds avec une concentration des financements sur le développement rural, l'amélioration des infrastructures de communication et l'amélioration des conditions de vie des populations, à l'intérieur du pays notamment. La majeure partie des ressources du Programme Indicatif de Lomé IV (127,6 millions d'écus) est orientée vers ces domaines, répondant ainsi aux priorités fixées par le Gouvernement. Le Programme Indicatif du 2ème Protocole financier (154 millions d'écus) maintient ces priorités.

Au titre des aides non programmables sous Lomé IV, la Guinée a bénéficié des allocations de 23,4 millions d'écus à partir des ressources spéciales d'ajustement structurel ainsi que de plusieurs financements en faveur des populations réfugiées et sinistrées. La Guinée est éligible aux financements avec les ressources Sysmin (86% des recettes d'exportation et 28% des recettes courantes de l'Etat proviennent des seules activités du secteur minier). A ce titre, la cible d'engagement sous Lomé IV est de 60 millions d'écus dont l'utilisation est envisagée pour des actions de diversifications économique du pays. Les financements de la BEI-sous formes de capitaux à risques (48,5 millions d'écus engagés au titre de Lomé IV) et des prêts bonifiés sur ressources propres (16,5 millions d'écus engagés au cours de la même période)-visent la modernisation du secteur de l'industrie et infrastructures de base.

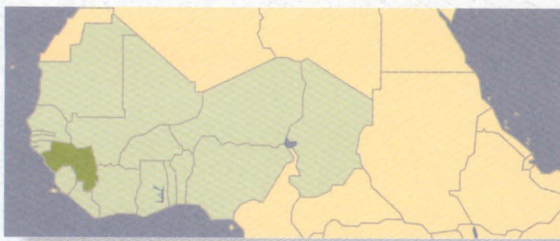
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Guinée **G**

Economic indicators	
GNP per capita	510 ECU (1994)
European imports from...	349 870 000 ECU (1996)
Aluminium ore	63%
European Exports to...	281 335 000 ECU (1996)
Debt service / exports	12.77% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	3.06% (1995)
Primary schooling rate	37,1% (1995)
Secondary schooling rate	8,8% (1995)
Urbanisation rate	28.08% (1993)

Situated on the west coast of Africa, Guinea is surrounded by six countries. West Africa's major rivers (Niger, Gambia, Senegal) are sourced in the Fouta Djallon uplands.

Guinea gained independence in 1958 and maintained a centralised economic policy for 26 years. The new government's commitment to establishing the rule of law and a liberal society means a dual challenge: making progress towards democracy and establishing a market economy.

The construction of a pluralist society is taking time, but it is, nevertheless, progressing steadily. The adoption, by referendum in 1990, of the Fundamental Law, the legitimising of political parties and the organisation of presidential elections, are the most important steps taken so far to establishing and consolidating democracy in the country.

A programme of economic and financial reform (PREF), started at the end of 1985 with considerable external backing, ranks among the most ambitious of the structural adjustment programmes underway in Africa. Despite very encouraging results, major obstacles, however, have impeded implementation of the reforms and Guinea remains a country of contrasts: exceptionally rich in mineral, agriculture and hydroelectric potential, yet still classified as one of the least-developed countries.

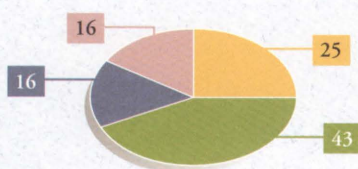
From the first Lomé Convention, co-operation with the European Community has continued to strengthen and diversify. The European Union is now among Guinea's biggest donors, concentrating financing on rural development and improving communications, infrastructure and the standard of living of the rural population. The bulk of resources in the Lomé IV National Indicative Programme (ECU 127.6 million) is being directed to these areas to respond to priorities fixed by the Government. The Indicative Programme of the 2nd financial protocol (154 million ECU) will also emphasise these areas.

Guinea also benefited from an initial allocation of ECU 23.4 million from special structural adjustment support resources and has received several grants for displaced and stricken members of its population. The country is eligible for Sysmin resources: 86% of export earnings and 28% of budget revenue come solely from activities in the mineral sector. A total of ECU 60 million of Sysmin funds are expected to go to the country under Lomé IV, to be used for economic diversification.

European Investment Bank (EIB) financing, in the form of risk capital (ECU 43.5 million committed under Lomé IV) and interest-rate subsidy loan on the Bank's own resources (ECU 16.5 million) committed in the same period), is directed at modernising the industrial sector and basic infrastructures.

FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

